
CAHIERS OCCITANIE ROUGE

N° 3

bimestriel

5f



SOMMAIRE

- Aleria, Montredon.
- Quel Office du Vin ?
- L'industrie de la haute-vallée de l'Aude
- Agriculture familiale, agriculture capitaliste
- L'enseignement de las lengas de las minoritats etnicas
- NOTES : Les sévices du C.F.S. ■ Au-delà du VII^e Plan ■ Sur le front culturel ■ Courrier ■

ALERIA

MONTREDON

Aleria n'était donc pas une erreur, une bavure. Les réflexes d'un Poniatowski, minable patron d'une armée de contrebande pompeusement nommée "républicaine" et de "sécurité", n'étaient pas ceux d'un ministre mal informé, au mois d'Aout 75, des problèmes de la Corse. Il a lâché les grandes compagnies de son armada héli-portée avec une froide détermination, une intention délibérée de tuer pour gommer de la carte de son territoire un problème qu'il n'avait pas les moyens politiques de résoudre.

La plus sordide et basse des repressions est donc la seule haute politique de ce régime "libéral avancé" en décomposition. Montredon était prévu, annoncé par tous, élu de la gauche respectable, dirigeants viticoles, familiers de la crise occitane. Plus personne n'ignorait les coffres de voitures chargés d'armes de chasse des viticulteurs en campagne. Nous étions quelques-uns à noter dès Septembre le remarquable impact de l'acte d'autodéfense des autonomistes corses de la ferme Delpeille, parmi la population viticole des villages de la plaine du Bitterois et des Corbières. Le coup de feu stoppant net la charge légère des miliciens de l'ordre établi sur la côte orientale de la Corse avait soulagé bien des consciences, libéré bien des refoulements accumulés par des dizaines de milliers de viticulteurs occitans inlassablement dispersés à coups de crosses et de grenades lacrymogènes depuis des dizaines d'années. Il avait aussi fait lever l'idée qu'il faudrait bien un jour en finir avec les tartarinades, que finalement, riposter d'égal à égal à ceux qui font profession de réprimer aux ordres du Capital, ça n'était pas si solennel,

si "dramatique" que plusieurs générations de crétins parlementaires voulaient le laisser croire.

Les versions post mortem de Montredon n'en sont que plus dérisoires. Certains dirigeants viticoles auront fait mine d'adhérer pendant 24 heures au moins, à l'interprétation policière : tout ça n'était qu'une opération anarchiste, où le GARI, notre bande à Baader bien à nous, aurait dirigé les coups. D'autres, passés maîtres dans l'art de reconnaître partout la patte de la "provocation au service du pouvoir", ont instruit de savants dossiers pour prouver que la violence n'était pas le fait de paysans honnêtes mais bien le calcul minuté de services préfectoraux. Bêtises. Les viticulteurs, luttant violemment, pied à pied, de manière organisée (avec les CAV) contre la liquidation de leur travail par l'Europe bourgeoise, et ce depuis des années, ne sont pas des cobayes des "théories" sur l'union du peuple de France ou le passage pacifique au socialisme. Ils avaient marché, le 5 Février, avec la classe ouvrière pour dire leur détresse et revendiquer le droit le plus élémentaire de vivre au pays. Ils préféraient, dans l'unité avec le mouvement ouvrier, une nouvelle journée "région morte". Mais fallait-il pour autant opposer des rafales de mobilisations symboliques à la quotidienne pénétration, lente et sûre, du négoce capitaliste, de plus en plus maître de la production, bientôt propriétaire des terres, après être passé champion des bas revenus des petits et moyens viticulteurs ? Fallait-il attendre de prometteuses consultations électorales, s'en remettre à la bonne foi et la compétence d'un gouvernement d'Union de la Gauche, octroyant enfin un office du vin où le négoce a la part belle ? Luttez, luttez toujours, viticulteurs. "Le PCF est à vos côtés" et François Mitterrand qui garde les deux pieds bien campés sur le territoire national viendra vous entendre mais vous rappeler aussi que "force doit rester à la loi, compétence à la justice, pour rechercher les coupables".

Ces maquignons de l'intérêt national marchandent quelques "droits à la différence" dans le feu d'une campagne présidentielle, chantent les louanges des "justes revendications" dans des périodes de calme politique, mais poussent de vifs cocoricos et d'enthousiastes "Vive la France !" dans le dur des affrontements. Effet de style dont ils escomptent un trompe-l'oeil devant leur politique de collaboration de classe et leurs prechi-prêcha attentistes et responsables.

La réalité dont est riche le midi viticole, c'est qu'une masse de paysans s'affrontent de plus en plus directement au capital, cherche des alliés parmi les travailleurs et la jeunesse, en appelle à d'autres formes de lutte et de solidarité contre les patrons du commerce et l'Etat bourgeois. De ce point de vue, ils n'en sont plus forcément à souhaiter un retour en arrière, comme Marx le craignait il y a un siècle. De plus en plus dépossédés de leur instrument de travail, la terre, ils ne sont pas certes des prolétaires, fabriqués et multipliés par l'accumulation capitaliste. Ils sont par contre, une fraction sociale puissante dans la région, en train de faire sécession dans la société capitaliste.

Et ils le font spontanément, massivement, empiriquement à un moment de crise aiguë des systèmes de domination (Etat, idéologie, partis) de la bourgeoisie européenne. Ils le font alors que l'internationalisation du capital s'est accélérée de façon irréversible, entraînant à sa suite les Etats nationaux et leurs cadres étroits, bornés par des frontières fixées à l'ère de l'ascension du capital marchand. Les aspirations locales, régionales, celles des populations qui furent très tôt enrôlées par leurs bourgeoisies naissantes dans l'entreprise hardie de construction des Etats-Nations, reprennent le dessus, font paradoxalement montre de plus de cohésion, d'unité sociale et politique, que les structures de plus en plus supérieures et abstraites des Etats bourgeois et de leurs ententes internationales.

Dans ce contexte il importe de mettre en accord la confuse attente subjective née de l'oppression spécifique, survivant encore dans la langue d'Oc et sa culture, avec une politique radicalement révolutionnaire négatrice de l'Etat bourgeois et de sa centralisation administrative idiote et meurtrière. Dans le scénario de Montredon déjà joué à Aleria, ou une force militarisée descend de ses Pumas (on a les B 52 qu'on peut !) sûre d'elle, fusil chargé, arrogante et convaincue de son succès, des armes de chasse ne suffisent pas. Leurs tirs sont légitimes, compréhensibles, efficaces même. Ils ne suffisent pas.

Il a manqué une riposte unie, dans " l'esprit du 5 Février", opposant la force de centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de paysans, en grève générale et totale, obtenant le retrait des forces de repression, la fermeture de toutes les ins-

tructions en cours. Oui ou non, François Mitterrand, faudra-t-il s'opposer par tous les moyens à la repression si elle vient ? Rien ne sert de gloser aujourd'hui sur les progrès clandestins de l'occitanisme dans les rangs viticoles. Celui-ci est apparu trop absent et de bien faible poids dans les désertions consécutives à la fusillade de Montredon. Il faut s'attacher à le construire, le préciser, l'ancrer dans les consciences comme un facteur d'union entre la classe ouvrière et la paysannerie exploitée. Il faut faire descendre du sommet les accords du 5 Février, les projets d'Etats Généraux et de "région morte". Dans chaque entreprise, bureau, faculté, il faut organiser des rencontres, des discussions sur les objectifs communs, les formes de lutte voisines, les perspectives politiques assurant le succès des revendications.

Le pouvoir sait qu'en nombre, en étendue, en force de résistance, le Midi viticole est un ennemi plus irréductible que les insulaires de la Corse voisine. Eux ont pu trouver dans la revendication d'autonomie un catalyseur qui compense en radicalité politique la dispersion et l'hétérogénéité des aspirations anti-capitalistes. En occitanie, il reste bien des combats concrets à mener pour clarifier les objectifs de luttes en cours, le contenu des revendications avancées par la viticulture, les conditions d'une alliance de classes solide et durable annonciatrice d'un dépassement radical de l'antagonisme villes-campagnes. Cela doit se faire sans aliéner une parcelle du potentiel d'action directe, violente si besoin, qui impressionne aujourd'hui la bourgeoisie et ses sbires casqués. Historiques ou pas, le 5 Février et le 4 Mars 76 scellent un moment décisif pour les paysans et les travailleurs de la région : aucune fraction d'entre eux ne s'y est démoralisée ou isolée.

Que tout soit donc bien clair : il n'y a eu pour nous qu'un mort à Montredon, Emile Pouytes, que nous saluons sans grandiloquence mais avec émotion.

Paul ALLIES

le 29 Mars 76

Après Montredon...COMMUNIQUE DE LA FEDERATION LANGUEDOC-ROUSSILLON
DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Depuis de longs mois, les travailleurs occitans luttent pour défendre leurs emplois et leurs salaires, parmi les plus bas du pays. Les promesses gouvernementales, les projets du Conseil Régional (en faveur d'un Fonds Régional pour l'Emploi par exemple) n'ont pas empêché que la région soit celle du chiffre record du chômage, que les petits et moyens viticulteurs y voient fondre leurs revenus. Les soi-disant positions de fermeté prises par la France à Bruxelles n'ont pas enrayer l'endettement croissant de paysans dont la terre est devenue un simple outil de travail : petits et moyens viticulteurs sont victimes des trusts agro-alimentaires et du négoce, passé maître des marchés agricoles, colonisant les coopératives de production, spoliant les paysans qui ne parviennent plus à vivre de leur travail. Seuls de gros propriétaires, souvent absentéistes, exploitant une main-d'oeuvre immigrée, et de plus en plus liés aux banques d'affaires qui investissent dans la vigne, retirent de substantiels bénéfices du Marché Commun Agricole.

Dans ce contexte, la Fédération Languedoc-Roussillon de la L.C.R. a déjà eu l'occasion d'apporter son soutien aux actions des Comités d'Action Viticoles contrôlant directement les importations de vin d'Italie, dans la mesure où celles-ci sont l'instrument essentiel des profits du négoce. Elle a pris position en faveur d'un Office du Vin où les délégués des Comités d'Action viticoles aient un droit de veto sans participation du négoce qui doit être exproprié sans indemnité, ni rachat. Elle défend la garantie d'un revenu minimum viticole par la fixation de quantum de production. Elle comprend le recours à la violence des commandos d'action viticoles qui, en prenant pour cible le négoce protégé par la fiscalité et les règlements capitalistes des marchés agricoles mènent un combat juste et courageux.

Le crime dont se sont rendus coupables d'abord le gouvernement en choisissant des otages suite à l'action éclair du Mardi 2 dans l'AIN, ensuite les forces de repression en assassinant un manifestant, n'en apparait que plus odieux. Ce chantage policier est donc la seule réponse de l'Etat bourgeois, celle qu'il avait donné aux travailleurs et aux paysans corses cet été, face aux revendications des régions qui crèvent du chômage, du sous-emploi, des bas salaires. S'il réagit avec autant de fermeté, c'est qu'il trouve unis, travailleurs des villes et des campagnes, comme l'étaient ceux du midi viticole le 5 Février dernier dans d'imposantes manifestations de masse. C'est aussi parce que ces mobilisations sont restées sans perspective ni lendemain que les viticul-

QUEL OFFICE DU VIN ?

Depuis le 4 Mars, tout le monde sait en France qu'il y a une crise viticole. Il aura fallu deux morts pour cela... Les viticulteurs sont pourtant mobilisés de façon quasi-permanente depuis plus d'un an !

Le 5 Février marque les débuts de l'unité paysans-ouvriers. Le 4 Mars, lui, restera une date historique : celle où l'Etat bourgeois s'est irrémédiablement démasqué... Mais maintenant que faire ? Jusqu'au milieu de 1975, les organisations viticoles revendiquaient, par la Charte Viticole, un retour au Statut issu de 1935. Depuis sont apparus les projets d'office du vin et les perspectives d'unité avec la classe ouvrière. Pourtant, ces mots d'ordre à eux seuls - et surtout tels qu'ils sont conçus - ne peuvent constituer une perspective satisfaisante à la mobilisation. Les événements du 4 Mars en sont une preuve supplémentaire.

Quel office du vin les organisations professionnelles demandent-elles ? Que peut-il apporter aux viticulteurs ? A-t-il des chances d'aboutir ? Quel rôle joue l'office gouvernemental ? Quels mots d'ordre les révolutionnaires doivent-ils ébaucher ?

Autant de questions auxquelles il importe aujourd'hui de répondre, même si c'est de façon imparfaite et incomplète.

(1)- Cet article est extrait de la brochure : " Pays d'Oc : une viticulture qui veut vivre ", publiée sous la responsabilité de la Fédération Languedoc-Roussillon de la Ligue Communiste Révolutionnaire. A paraître le 19 Avril, aux edts La Brèche.

1 - Les projets d'Office sont
tous différents.

- 8 -

Il existe actuellement quatre offices, en dehors de celui du gouvernement. Un premier aspect apparaît donc important : les quatre organisations qui proposent des offices, à savoir le PC, le PS, la CNCV (Confédération Nationale des Coopératives viti- coles), et le CNJA, sont divisées.

a . Pour les organisations viticoles traditionnelles, qui approuvent le projet de la CNCV, la crise actuelle est principa- lement due à " l'optique libérale " du marché commun. L'Office du vin doit donc être un outil contre cette optique, et donc gérer la production et le marché. Cet Office, constitué par la " profes- sion " et les " pouvoirs publics " serait chargé de neutraliser les excédents, de maîtriser les importations, de promouvoir une " véritable " politique de qualité, et de garantir un prix minimum. Or, en même temps, ces organisations se déclarent les défenseurs de l'agriculture familiale. La contradiction est flagrante :

* Sauf erreur, la " profession " recouvre à la fois les viticul- teurs et le négoce. Les mettre sur le même plan, mieux : les associer dans l'Office du vin, c'est vouloir ménager la chèvre et le chou. Jusqu'à preuve du contraire, c'est le négoce qui im- porte, qui pèse sur les prix par ce biais, qui structure le mar- ché du vin, bref c'est lui qui exploite le travail des petits et moyens viticulteurs.

* L'association avec les " pouvoirs publics " relève de la même problématique. D'ailleurs le terme même montre bien que pour ces organisations, les " pouvoirs publics " sont neutres, sont là en tant qu'arbitre, en tant que partenaire. En quelque sorte, "mê- me si on est pas d'accord avec eux, on peut quand même trouver un terrain d'entente ". Faire en sorte que ce ter rain d'entente s'a- grandisse, tel est alors le but de l'office du vin. Bien sûr on continuera à mobiliser les viticulteurs de temps à autres, mais on cherchera surtout à ne jamais perdre le contact avec le gou- vernement.

* Une définition de ce que serait une " véritable " politique de qualité s'imposerait. Mais l'hétérogénéité de la viticulture, l'utilisation que fait le négoce d'une certaine " qualité ", le coût

de la reconversion du vignoble, et accessoirement le flou même de la notion de qualité, rendent la chose difficile. Beaucoup de viticulteurs se sont déjà lancés dans la qualité, et beaucoup également s'aperçoivent que, selon une maxime déjà célèbre, " la qualité ne paie pas ". Alors on contourne le problème par un "véritable" dont on est en droit de se demander ce qu'il peut bien vouloir dire.

* Enfin, les organisations traditionnelles revendiquent un prix minimum garanti par l'Office. Or, un prix minimum n'est pas un revenu minimum ; et de plus, il maintient intacte l'inégalité entre exploitations garantissant les profits des grands domaines et un salaire de misère dans la petite exploitation : la confusion entre les deux termes, courante dans la bouche des dirigeants viticoles, en est d'autant plus regrettable.

b . Les projets du PC et du PS tranchent avec cet Office sur des points importants.

* L'un ou l'autre demandent un office où les viticulteurs (et non pas "la profession") soient représentés à 50 %. Dans celui du PS cependant, il est fait mention des " secteurs économiques intéressés ", notion pour le moins vague.

* Des nuances importantes existent également quant au prix du vin. Le PC insiste nettement plus que le PS et la CNCV sur la garantie d'un " revenu équitable " pour les viticulteurs. Mais cette garantie ne devient ensuite que celle d'un " prix minimum fixé en fonction des charges de production d'une exploitation viticole familiale moyenne " ce qui revient de fait à garantir également les profits des grands domaines. Celui du PS est encore moins clair : il est nettement moins attentif à l'exploitation familiale (en insistant beaucoup plus sur la " promotion de la politique de qualité ") et lorsqu'il parle d'un prix minimum, c'est en fonction des coûts de production d'une exploitation familiale type (et non plus moyenne). Une question vient immédiatement à l'esprit : qui et comment jugera-t-on des critères d'une exploitation type ?

* D'autre part, alors que la CNCV et le PC ne font mention que d'un office national, le projet du PS avance la possibilité d'un office européen des vins. Ce qui est pour le moins contradictoire : puisque le PS n'avance pas, parallèlement, de mots d'ordre de remise en cause globale et radicale de l'Europe capitaliste

et que celle-ci est à l'origine de la "restructuration" (sic !) économique et sociale de la viticulture, et donc de la crise actuelle ...

c . Le projet du CNJA tranche radicalement : il s'agit plus d'un bureau de placement, ou mieux d'une agence publicitaire que d'un office. Comment en effet appeler office un organisme qui a pour rôles quasi-exclusifs la promotion de la qualité et de la vente à l'exportation, qui ne garantit qu'un prix d'orientation, et qui n'a le monopole ni de l'importation ni de l'exportation. L'office mis en place par le gouvernement est d'ailleurs largement inspiré de ce projet, qu'il faut donc séparer des trois autres.

2 - Tous ces projets ont des points communs.

1°)- Les dirigeants viticoles se plaisent à dire qu'il serait facilement possible que les organisations (mis à part le CNJA) se mettent d'accord sur un projet commun. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles tardent à le faire ! Les nuances décrites plus haut sont donc bel et bien des divergences de fond. Mais il n'en demeure pas moins que tous les projets ont des points communs.

* Aucun de ces offices n'est complètement contrôlé par les représentants de la viticulture. Certains projets revendiquent 50 % des voix pour ces derniers. Mais aucun ne propose que soit par exemple établi un droit de veto pour les viticulteurs.

* Aucun ne garantit une représentation réellement démocratique des petits et moyens viticulteurs. Le plus précis à ce sujet est celui du PS qui propose des délégués élus par comités départementaux. Mais comment ces délégués, qui seront d'ailleurs à choisir dans l'élite des notables, pourront-ils être contrôlés par la base à chaque instant ? Comment s'assurer que les petits et moyens viticulteurs seront justement représentés ? Autant de questions auxquelles la précision du projet du PS ne répond pas... et pour cause !

* Tous parlent de prix minimum et non pas de revenu minimum, même s'il y a des nuances comme nous l'avons vu plus haut.

* Enfin et surtout, tous parlent - certes plus ou moins ouvertement - d'interprofession. Tous considèrent de fait qu'il existe

un négoce avec lequel on peut discuter, voire s'entendre. Le projet du PC n'échappe pas à la règle.

2°)- En soi, la dernière remarque ne serait pas importante si elle ne révélait pas une problématique de fond commune à tous les projets.

Tous en effet visent à gérer la viticulture dans un cadre capitaliste. Et pour cela il est nécessaire que le calme règne chez les viticulteurs. L'office est un des moyens pour retrouver ce calme : il empêche les petits et moyens viticulteurs de se prendre eux même en charge.

Mais cette problématique de collaboration avec l'Etat bourgeois a une conséquence encore plus grave : elle vise à faire accepter à la masse des petits viticulteurs leur propre disparition. Les tergiversations à propos de la politique de qualité, sélective par excellence (du moins dans le cadre du capitalisme), sont significatives à cet égard.

Et ce n'est pas le PS qui peut dire le contraire, lui qui déclare que : " la liquidation de la petite exploitation familiale est inéluctable. Avec l'office du blé, elle eut l'avantage d'être indolore " (JP VIGNAU dans SUD du 19.01.76). Effectivement l'office du blé est un bon exemple du rôle d'un office dans le cadre actuel, lorsqu'il joue le jeu de la collaboration avec le négoce et avec l'Etat capitaliste : rendre indolore la disparition de la petite exploitation.

Certes dans la crise actuelle la petite exploitation n'est pas seule en cause : les grands domaines en souffrent aussi. Mais les grands propriétaires ne se battent pas pour les beaux yeux des petits exploitants : ils se battent avant tout pour leur propre compte, c'est à dire pour faire payer au maximum les frais de la crise aux " petits agriculteurs familiaux ", comme le dit si bien JP VIGNAU.

Les projets d'office sont donc bel et bien des structures-tampons. En ralentissant, sans la stopper, la disparition de la petite exploitation, ils ne sont là que pour la rendre indolore.

3°)- Le gouvernement quant à lui refuse pourtant de prendre en compte ces projets... déjà fort modérés ! L'office bidon mis en place dernièrement s'inspire très nettement du projet du CNJA. Comme ce dernier, il met l'accent sur la politique de qua-

lité, la restructuration du vignoble et l'effort de commercialisation. Il vise à restructurer brutalement la sphère viti-vinicole. Construire des unités qui répondent " aux exigences de l'efficacité dans l'économie industrielle " (projet du CNJA -Mai 75), tel est le but déclaré de cet office. Pour cela il faut éliminer la petite exploitation familiale et donc désarmer l'office du vin, l'empêcher de jouer son rôle de tampon. Concrètement, sur 30 membres, 9 seulement sont représentants de la viticulture ! De plus cet "office" n'a aucun moyen de contrôler le marché. Les reports de stocks sont le seule moyen dont il dispose. Il ne décide pas des distillations, il ne contrôle ni les importations, ni les exportations, il ne contrôle pas non plus les transactions du négoce....

Un couteau sans lame ? Oui. De plus à eux seuls les représentants du gouvernement (12) et du négoce (4) ont la majorité absolue.

Un office-bidon ? Oui. Maffre-Baugé a raison sur ce point. Le gouvernement est acculé à accepter un office, mais il n'a pas les moyens d'accepter les revendications minima des viticulteurs. Lié par le Marché Commun, lié par des accords avec les pays méditerranéens, il entreprend la restructuration complète du Midi viticole, sinon sa destruction. Cela explique l'opposition inhabituellement forte entre le gouvernement et les dirigeants viticoles. Ces derniers recherchent pourtant systématiquement le dialogue, la concertation, la collaboration. Mais aujourd'hui la crise globale du système capitaliste empêche le gouvernement de répondre à ces attentes.

3 - Alors que faire ?

Il ne s'agit pas dans cette partie de définir de bout en bout une stratégie et une tactique pour le mouvement viticole : jouer les donneurs de leçons de l'extérieur est hors de propos. Il s'agit ici de trouver quelques lignes directrices.

* La réponse à l'office-bidon de Chirac.

C'est un point crucial, en plein débat aujourd'hui dans le midi viticole. Mais un débat que les dirigeants viticoles ont d'ores et déjà tranché ... d'une manière pour le moins curieuse. La

première réponse à l'office bidon émane de la CNCV : " il ne faut pas cautionner l'office imposé par le gouvernement, mais la CNCV entend cependant utiliser cet instrument économique ". (Midi Libre du 31.01.76)... eh oui ! Mieux encore : cette organisation qui rappelons-le est à l'origine d'un projet d'office demande que " 60 % au moins de la représentation professionnelle au sein du conseil de direction de l'office doivent revenir aux délégués des coopérateurs ", compte tenu de l'importance de la production en caves coopératives (M.L. du 31.01.76).

Si la représentation de la profession se fait compte tenu de l'importance économique, cela veut dire qu'un viticulteur exploitant 10 ha serait 10 fois moins représenté que le propriétaire d'un grand domaine de 100 ha voisin. Même les principes de base de la coopération (un homme : une voix) sont bafoués. Et voilà où en arrivent ceux qui veulent utiliser les " outils économiques " sans faire de politique !

Maffre-Baugé, lui, semblait partir sur une base plus correcte lorsqu'il déclarait le 30.01.76 à Castries devant des centaines de viticulteurs qu'il fallait non seulement boycotter l'office gouvernemental, mais aussi que les viticulteurs jugent leurs responsables sur ce point.

Le 4 Février, Midi Libre écrit encore : " Emmanuel Maffre-Baugé affirme que la Fédération Nationale des Vins de Table doit refuser d'y (à l'office) participer, pour ne pas le cautionner ".

Mais le 10 Février, le même journal titre, ô surprise : " la fédération des vins de table au futur office : un oui qui ressemble à un non "(rappelons que Maffre-Baugé est président de cette organisation). Bien sûr ce oui ressemble à un non, bien sûr un dirigeant de la Fédération a déclaré " si les structures de l'office ne sont pas modifiées, nous resterons sur la touche, je vous le garantis " (Midi Libre du 10.02.76). Mais la belle envolée de Maffre-Baugé finit bel et bien en queue de poisson : à force de dire un oui qui ressemble à un non, on finit bel et bien par dire oui tout court. Et c'est bien ce qui se passe dans le dos des viticulteurs. Et exactement comme Maffre-Baugé l'a déclaré aux viticulteurs le 30.01, nous devons déclarer aujourd'hui : " vous jugerez vos dirigeants sur ce point. S'ils sont vraiment responsables, ils doivent refuser l'office bidon, parce que ce n'est rien d'autre qu'un office bidon ".

* Mais il faut également dépasser le cadre
des projets existants.

L'office doit être un instrument de la lutte des petits et moyens viticulteurs, et non pas une structure-tampon de collaboration avec l'Etat bourgeois, destinée à faire passer la pilule aux viticulteurs. Pour cela, il faut en finir avec l'utilisation des viticulteurs comme masse de manoeuvre : il doit être un instrument de lutte. Il doit donc d'abord être totalement contrôlé par les viticulteurs. Ce contrôle peut, par exemple, prendre la forme d'un droit de veto afin que négoce et gouvernement ne puissent pas imposer leurs volontés. Mais un objectif de lutte implique surtout de ne pas laisser la direction des structures de mobilisation aux grands propriétaires ou aux notables.

Actuellement le fonctionnement bureaucratique des organisations viticoles explique en grande partie leur politique de collaboration, de démission dans la lutte. Pour que les petits et moyens viticulteurs soient réellement représentés, pour assurer un fonctionnement démocratique des CAV, l'élection et la révocabilité des délégués au niveau des comités d'action de village ou de canton apparaît comme une solution.

Enfin et surtout, si l'office doit mettre en présence les viticulteurs d'un côté, le négoce et le gouvernement de l'autre, il doit cependant être un lieu où se prennent des décisions effectives, et sans ménagement ni pour le négoce ni pour le gouvernement. En particulier l'office à terme doit viser le monopole du marché du vin, et pour cela avoir les moyens de contrôler les importations et exportations, mais aussi toutes les transactions du négoce, ce qui implique l'ouverture des livres de compte des négociants. Ce contrôle total permettra à terme d'exproprier totalement les négociants, sans indemnisation, ni rachat.

Et on en finira alors avec le premier ennemi de classe de la viticulture.

J.F. PROUST

L' INDUSTRIE de la Haute Vallée de l'AUDE

1. Une région de tradition industrielle _

Cette vallée, au sud du département de l'Aude, est ponctuée par quelques gros bourgs dont l'activité industrielle a été et est toujours leur raison de vivre.

Limoux, au nord, a eu une activité drapière et lainière de grande importance. Le XVIII^e siècle et le début du XIX^e en ont fait avec Carcassonne et Lodève un des principaux centres productifs du Midi. Empruntant à Carcassonne le Canal des Deux-Mers, puis portées de Beaucaire à Marseille où elles étaient exportées vers l'Italie, les Amériques, les Echelles du Levant, les produits des quelques quarante fabricants limouxins n'ont point eu de grave problème jusqu'à la Révolution Industrielle. Chalabre, autre bourg situé à l'ouest de la vallée, ayant automatisé ses fabriques se mit à concurrencer Limoux ; les débouchés se ferment peu à peu, le capitalisme naissant a arrêté l'activité drapière à Limoux.

Il y avait aussi le fer sortant des forges à la catalane : Quillan, au Sud, dont le bois fit la prospérité, en était le principal producteur. Forêts de sapins et de chênes du pays de Sault, les plus belles du département, qui fournissaient à la Marine et aux constructions industrielles et du bâtiment une matière première de qualité. Le flottage sur l'Aude facilitait le transport.

Entre ces deux pôles, peu de choses : " l'industrie des habitants d'Alet est presque nulle ", le pays d'Antugnac est " de montagnes, un territoire peu productif ", Espéraza " un territoire assez productif ". Ou bien de vagues " fertilités en vins et en fruits " dont les pays de Campagne et Montazels seraient " doués ". De l'élevage et des troupeaux de " bêtes à laine " : matière première d'un textile florissant dans l'Ancien Régime. Des carrières de gypse, à partir duquel on fabrique le plâtre.

La vallée connaissait de nombreuses relations avec l'extérieur : quatre diligences quotidiennes - un aller-retour Toulouse/Perpignan, un autre Quillan / Carcassonne. Deux petites villes d'eau : Campagne les Bains, Rennes les Bains, qui donnèrent une petite activité touristique à la région au XIX^e. Citons aussi l'évêché d'Alet les Bains transféré après 1789.

La population de la vallée (14000 vers 1800 - 22 000 en 1968) découvrira avec les années 1850 des problèmes de chômage et démigration ; en 1861 un rapport du Préfet met en valeur la nécessité d'une voie ferrée Quillan-Carcassonne " pour arrêter l'émigration ", " pour fixer une population qui ne demande que l'activité et le travail ". Les centres manufacturiers, dont les chapelleries " si importantes et dont les produits s'exportent jusques en Amérique " et les colonies françaises ont besoin de moyens d'échange économiques et rapides.

1875-1945, l'âge d'or ! Ou du moins ce qu'il en semble. Car la chapellerie n'assure pas la régularité du travail, celui-ci ne demande pas de grande qualification. La Chaussure, qui prendra la relève en 1950 est de ce même type d'industrie. Formica, qui présidera à la reconversion, ouvrira une nouvelle ère dans cette situation de capitalisme ancien : celui d'un capitalisme technocratique.

Une région qui a vu fleurir des fortunes sur le dos des ouvriers du textile, du chapeau, de la chaussure : des fortunes qui se sont enfouies ou qui se sont investies dans la terre mais qui n'ont pas servi les intérêts de ces mêmes ouvriers. Voilà la situation économique dont héritera la vallée à la fin de la deuxième guerre. Une crise qui touche toute la population et qui remet en cause sa vie même. Le capitalisme y pourvoiera et devant des personnes traumatisées par le chômage il sera facile à Formica de s'implanter.

2 - La situation actuelle de l'industrie
dans la haute vallée de l'Aude .

Les grandes activités industrielles de la HVA sont au nombre de quatre : le bâtiment, la chaussure, les matières plastiques, le chapeau, employant respectivement 23 %, 22 %, 18 %, 14 %, de l'effectif salarié total.

La structure de cette industrie : 85,5 % des établissements ont moins de 10 salariés (70 % en Languedoc) dont 77 % ont moins de 5 : ils emploient 9 % de la main-d'oeuvre. Emiettement qui est un héritage des ateliers artisanaux du textile et de la chaussure : mais aussi une monopolisation croissante, surtout dans la Chaussure. Nous aurons l'occasion de l'analyser par la suite. Les grosses usines sont rares mais c'est ici que se concentrent les grands du département : Formica 800 salariés, la SOFIC (chappellerie) 450, Myris 750. Pour ce dernier, la division juridique en plusieurs unités de production (de 20 à 60 salariés) garde une ancienne structure de travail. Les unités sont nées sous le contrôle d'un contremaître devenu patron par apport d'un petit capital ; les difficultés de la branche les ont fait passer dans la mouvance de Myris ou de la Chausseria (société résultant de la séparation d'un frère Riu). Ces anciens patrons sont devenus gérants.

Regardons d'un peu plus près ces grandes entreprises :

* MYRYS (CA 125 663 Mf -1972- 6° place au niveau régional) est un groupe de formation complexe ; c'est une entreprise familiale : les trois frères Riu et leur mère détiennent la majorité des établissements de la société Riu-Sarda et de la société des chaussures Myris, société de vente. Cette famille participe majoritairement à la SEC, société intermédiaire entre la fabrication et la commercialisation. Plusieurs établissements répartis dans la vallée sont affiliés au groupe, et de fait intégrés dans la mesure où ils ne produisent que pour la SEC donc pour Myrys.

La politique de Myrys malgré la crise que connaît actuellement la chaussure ne va pas toujours concorder avec les intérêts régionaux : l'importation de chaussures italiennes a toujours été suivie : il y a des bénéfices plus importants à mettre une étiquette qu'à produire. Mais les travailleurs ont des problèmes d'emploi...

* FORMICA (116 000 Mf -1972- 8 ° place au niveau régional) appartient au groupe anglais DeLaRue qui possède la majorité des capitaux. Sa production est ce revêtement plastique très utilisé dans le meuble : il est cependant plus difficile, administrativement parlant, pour une entreprise fabricant des meubles à Quillan de s'approvisionner que pour une grosse boîte parisienne, nous faisait remarquer un petit patron de Quillan.

Il existe deux établissements à Quillan qui se sont installés dans des bâtiments d'usines de chapeaux en 1955. C'était l'agent principal de la reconversion de cette vallée après la crise d'après-guerre du chapeau. La politique d'installation de Formica a été analysée par S. Moscovici dans un ouvrage sur : " la reconversion industrielle et les changements sociaux : un exemple, la chapellerie dans l'Aude ". Retenons ceci : une région en crise où l'emploi n'est plus assuré à une population d'un millier de personnes. Formica va choisir son personnel (les influences politiques joueront un grand rôle) et va offrir un salaire légèrement supérieur à ceux pratiqués dans les autres branches. Quillan sera la petite ville qui va revivre grâce à Formica : 60 % de sa population y est attachée. Anecdote : son maire est le seul de la vallée qui se situe politiquement à droite.

* LA S.O.F.I.C. ou plus couramment comme on dit dans la HVA " le chapeau " est installée à Montazels (commune jouxtant Couiza) mais ses employés viennent en majorité d'Espérasa où elle était implantée auparavant. Trois chiffres nous indiquent la santé de la branche :

1935	-	2238	employés
1955	-	1015	"
1974	-	460	"

De la vingtaine d'ateliers existant au début du siècle, il ne reste qu'une société (qu'un atelier), ultime survivance de nombreuses concentrations qui avaient succédé à d'innombrables faillites. Cette société, la SOFIC, importe la laine d'Australie et exporte ses produits vers la RFA pour 75 %. La semaine de travail est de 35 heures ; le chômage partiel est quasi-permanent. Que peut faire son directeur, qui est le maire d'un village proche.

Nous nous trouvons devant une situation économique de crise : où sont les intérêts de Formica et de Myrys ? Au-delà du problème réel qu'une industrie comme la chaussure ne peut prétendre qu'à des économies externes, liées à des effets de revenu et de création d'atmosphère, il faut resituer le problème. La bourgeoisie régionale voit beaucoup plus ses intérêts de classe (peu diver-

gents, faut-il le dire, avec ceux d'une firme étrangère ou extérieure) que ceux des travailleurs impliqués dans la vie de leur région. Ne trouvons-nous pas sur ce terrain le plus bel exemple de l'inégal développement engendré par le système du capitalisme.

Qu'en est-il aussi de l'infrastructure d'accueil et de développement industriel ? Les seules zones industrielles (Espé-
raza et Limoux) n'ont droit à aucune prime à l'industrialisation : un classement au plus bas de l'échelle malgré un avis de la Région, pas de télex installé. Les voies de communication sont aussi le lieu de graves problèmes ; la nationale Carcassonne-
Quillan vers l'Espagne (départementalisée) qui devait être prise en charge par l'Etat pour une réfection complète, vu son tracé et son état dégradé, ne l'a point été et les crédits déblo-
qués à cet effet restent en suspens. La voie ferrée Carcassonne
Quillan, qui était sur le point d'être fermée au trafic voya-
geurs vient à peine d'être reconsidérée sous la pression des élus locaux. Un combat de longue haleine : les promesses d'en faire
une voie rapide comparable à celle qui lie Narbonne à Perpignan
reste cependant lettre morte.

Il semble cependant qu'une infrastructure solide est néces-
saire à la vie industrielle et que le patronat aurait des inté-
rêts à défendre effectivement. Cf le problème de la voie ferrée :
mais aussi l'arrivée de nouvelles industries, donc de nouveaux
salariés, risque de rompre le fragile équilibre immobile en in-
troduisant une dynamique sociale différente. Une question qui
pose en termes nouveaux la stratégie syndicale : seule une refon-
te radicale de la situation économique de la vallée ouvrira une
perspective ; la fragilité de l'emploi fait hésiter le mouvement
syndical - est-ce une solution ?

3 - Les salariés de l'Industrie.

La population de la haute vallée de l'Aude est caractéri-
sée par un faible effectif de la tranche 20-30 ans : beaucoup
de jeunes en bas âge par comparaison, et à l'autre bout un nom-
bre important de vieux (surtout des femmes).

L'excédent naturel est faible (+ 1,23 %) ; sans la ville
de Limoux ce chiffre tombe à + 0,008 % !. Cause ou conséquence ?
Nous analysons le fait que l'extinction de la vallée est le fruit

d'une politique déterminée qui ne garde que les seules énergies suffisantes (et sous-payées) aux travaux de la chaussure et du chapeau. Il n'est pas question dans ces conditions de faire confiance à la bourgeoisie régionale pour rétablir une situation dont elle profite.

La haute vallée est une région industrielle : 60 % de ses actifs sont employés dans cette branche ; le département n'en compte que 25 % et la région 27 %. La population active de la vallée n'est cependant que de 35 % quand la France dépasse les 40 %, la région Rhône-Alpes 45, la région parisienne 50.

Ces salariés de l'industrie sont âgés : 50 % ont plus de 40 ans, sauf dans la chaussure : 35 %. Celle-ci attire la population jeune à qui on ne demande pas de qualification. Travail d'appoint en attendant un départ. C'est là que nous trouvons en grande majorité les jeunes filles qui, le BEPC ou le bac en poche - ou non - préparent un concours administratif tout en travaillant à l'usine car les parents ne peuvent payer une pension à la ville universitaire voisine. En face, celles qui ont 20 ans ou plus d'ancienneté, car la majorité des salariés est féminine : salaire d'appoint sans qualification, nécessaire car même le travail de l'homme est instable, main d'oeuvre mobile : le rôle dévolu aux femmes s'inscrit dans cette logique implacable du capitalisme. Un combat à mener aussi.

Au "Chapeau" les salariés sont les plus âgés de l'industrie : 70 % ont plus de 40 ans ; la branche traditionnelle travaille avec ses anciens ouvriers et ouvrières sans presque plus embaucher : les jeunes n'y vont pas - la perspective n'est pas alléchante quand on chôme un jour sur deux. Là cependant le travail est plus qualifié mais cela ne peut suffire.

Formica a une population dont l'âge moyen est le plus élevé de toute l'industrie. Peu de mobilité : anciens ouvriers chapeliers sélectionnés, personnel promu à l'intérieur même de l'usine, peu de recrutement extérieur et toujours au plus bas niveau. La politique est que l'on doive sa situation à la boîte.

Région industrielle, la haute vallée montre à l'observateur une sous-qualification très importante :

	hommes	femmes
Ouvriers non qualifiés	44,4 %	64,6 %
Ouvriers qualifiés	26,6 %	18,6 %
ETAm-Cadres	28,6 %	16,3 %

Une main d'oeuvre ou les 2/3 des femmes employées sont manoeuvres ou O.S. ; un encadrement importé (de Toulouse ou Paris). Type de région sous-développée à laquelle on offre d'aller travailler l'été dans les villes nouvelles de la côte.

Sous-qualification car on ne veut pas d'un salariat trop qualifié : un exemple que nous avons pu constater, dans la chaussure on préfère embaucher une fille qu'on formera sur le tas qu'un(e) diplômé(e) avec un BP "cuirs et peaux" formé au CET de Limoux. Les salaires versés sont bien entendu différents.

Tout cela nous amène à regarder le niveau des salaires dans la vallée : une moyenne qui se situe un peu au-dessus de la région Languedoc (1972) ; un écart (des plus hauts aux plus bas) de 1 à 20 ; moyenne annuelle pour le manoeuvre 9000 Fr, pour le PDG 180 000 Fr , que ce soit celui de Formica, de la chaussure ou du chapeau ! Les problèmes se posent mais de façon plus aigüe aux travailleurs. Un patron au chômage touchera sur cette base 5500 Fr par mois, un manoeuvre 300 Fr.

L'originalité de Formica est de distribuer de hauts salaires, ce qui en fait le lieu de promotion sociale pour tout travailleur du chapeau ou de la chaussure (cf plus haut) au prix... de la docilité.

Du côté des femmes, le salaire, à quelque niveau de qualification, est une fois et demi inférieur à celui des hommes.

Enfin, un élément difficile à évaluer est le travail à domicile : il existe principalement dans la chaussure où il touche 10 % environ des effectifs. Ce sont des femmes et des hommes (55 % et 45 %) payés à la pièce. C'est un volant de chômage, et considéré comme tel. Actuellement il est donc touché en priorité par la crise.

Des problèmes d'emploi ? Oui, bien sûr ! Mais 70 % des offres ANPE concernent des emplois sans qualification. 60 % des demandeurs sont des femmes. Il y a une volonté de sous-développement, peut-on le nier ?

Conclure ? Une politique de la bourgeoisie régionale et nationale (inter --) d'aliéner une région à ses intérêts sans égards pour les travailleurs. Paternalisme au Chapeau et à la Chaussure, technocratisme chez Formica, deux stratégies en un seul but.

30 % des salariés dépendent de l'extérieur, soit par participation étrangère dans le capital de l'entreprise, soit par les débouchés ; la conjoncture (mode etc...) rend la situation périlleuse pour 45 % : au total les trois quarts doivent se soucier de lendemains qui ne peuvent "chanter".

La lutte syndicale ? CHALABRE était au bord de la tombe et la revendication s'est élevée.

Qu'a-t-on voulu faire de la haute vallée ? Une enclave moyenâgeuse où les risques de mouvements sociaux seraient inexistantes ?

Qu'en fera-t-on ? si tous les enfants partent ? Car le travail manque ... et la garrigue ne nourrit pas. Il est triste de constater que l'industrie du funéraire se porte bien dans les villages de la vallée qui accueillent et construisent des lotissements pour retraités.

La haute vallée est un pays peu connu de l'extérieur, et qui fait le bonheur des chercheurs d'histoire fantastique à travers le catharisme. C'est un pays qui se meurt peu à peu, et il nous semblait important de le dire. Un combat est à mener : seuls les travailleurs, en prenant en mains leurs problèmes, pourront faire évoluer une situation dégradée par la bourgeoisie.

Pierre CHALIER

AGRICULTURE FAMILIALE_____

____AGRICULTURE CAPITALISTE

L'agriculture est souvent considérée comme synonyme d'agriculture familiale : à tort. Certes, lorsque les gouvernements bourgeois vantent les valeurs éternelles de champs comme étant la base de la société française, c'est de l'agriculture familiale qu'il s'agit, celle qui est la chair à canon ou la masse de manoeuvre électorale. En fait depuis longtemps déjà, à côté de la masse des exploitations familiales, existe une agriculture capitaliste. La plus connue est celle du Bassin Parisien, mais elle existe aussi dans le Midi : les grands domaines viticoles se sont formés à la fin du XIX^e sur la base de la déconfiture de l'industrie locale.

Le propos de cet article n'est pas de voir précisément les conditions de naissance et l'histoire de ces deux agricultures. Il est uniquement de montrer la réalité et les limites de la distinction familiale / capitaliste, et d'analyser ce qui se cache derrière cette notion vague d'agriculture familiale.



Lorsqu'une crise de surproduction survient dans un secteur capitaliste, la chute des cours sur le marché, en abaissant le taux de profit, entraîne une désaffectation du capital, qui se reconvertit dans d'autres secteurs, une disparition des entreprises les plus archaïques et généralement les plus petites, et une mise en veilleuse des entreprises qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se reconvertir. De ce fait, le niveau de production baisse, et les entreprises qui ont pu résister, c'est à dire les plus importantes et les plus modernisées, se retrouvent dans un marché sain.

Bien sûr il s'agit là d'un schéma, et la réalité est en fait beaucoup plus complexe : en particulier les innovations techniques jouent un rôle important dans la reprise.

Mais ce schéma est totalement faux pour des secteurs où la production familiale domine encore largement, ce qui est le cas dans l'agriculture. En effet lorsqu'une exploitation familiale se trouve face à un marché saturé, elle a tendance à augmenter son volume de production en intensifiant la production (par mise en œuvre de nouveaux moyens techniques en particulier), en augmentant la quantité de travail. Ainsi lorsqu'une crise de surproduction s'amorce en agriculture, elle ne fait qu'empirer.

Ceci est particulièrement vrai dans les secteurs où les exploitations capitalistes sont quasi-inexistantes : viande bovine, lait, etc...

Cette constatation n'est pourtant pas une explication. Le problème demeure : pourquoi les agriculteurs familiaux réagissent-ils ainsi ? Pourquoi n'abandonnent-ils pas l'agriculture ? Pourquoi ne reconvertissent-ils pas leur capital ?

La cause la plus souvent avancée est l'attachement sentimental du paysan à sa terre. Cet attachement est réel, mais il ne suffit pas à expliquer le maintien de bon nombre de paysans dans des conditions de travail et de vie particulièrement difficiles.

Deux raisons sont en fait essentielles :

* D'une part le "capital" d'une exploitation familiale (capital foncier et capital d'exploitation) est trop peu important pour constituer, en cas de reconversion, plus qu'une épargne. Une des caractéristiques essentielles du capital au sens strict, la mobilité, est caduque dans le cas d'une exploitation familiale.

* D'autre part, et là on touche le fond du problème, l'agriculteur familial est " son propre patron " et la plupart du temps cela signifie surtout qu'il est en fait son propre ouvrier. Ses revenus proviennent plus de la rémunération de son travail que de la plus-value qu'il fait sur son propre dos. Lorsqu'il augmente son " capital", c'est à dire lorsqu'il accumule, lorsqu'il entre dans la reproduction élargie du capital, il s'agit plus pour lui de s'assurer un revenu futur de son travail qu'autre chose. Il faut se garder cependant de voir ici un facteur psychologique : beaucoup plus profondément, réagir en capitaliste, accumuler pour accumuler, signifierait pour lui ne pas tenir compte de sa situation de travailleur. En période de crise, réagir en capitaliste, c'est à dire mettre en veilleuse son exploitation ou se reconvertir pour assurer l'existence de son capital, signifierait pour lui perdre son travail. L'agriculteur familial est donc en général dans une situation contradictoire : à la fois capitaliste et travailleur, il ne peut être ni l'un ni l'autre. Son capital foncier et d'exploitation est pour lui un outil de travail avant d'être un capital.

Mais cette contradiction, propre à l'agriculture familiale, est en même temps un facteur de résistance de celle-ci.

Avec des prix de vente dérisoires, c'est à dire n'assurant une rémunération satisfaisante ni de son travail ni de son capital, un agriculteur familial continue de produire. Paradoxalement donc une exploitation familiale est plus à même de résister à une crise de commercialisation qu'une exploitation capitaliste de bon niveau de rentabilité.

Le concept d'agriculture familiale recouvre donc au premier abord une réalité indiscutable.

2 - L'agriculture familiale n'est
cependant pas homogène .

Cette agriculture, tout le monde ou presque la soutient, face à l'agriculture capitaliste... en paroles le plus souvent. Cela va du MODEF à la FFA en passant par la FNSEA, le PC ... et le Ministère de l'Agriculture. Ceci pour ne citer que les plus significatifs. L'hétérogénéité politique même de ces défenseurs pose problème : il est difficilement pensable qu'elle ne traduise pas une hétérogénéité au niveau social.

De fait deux clivages essentiels traversent l'agriculture familiale.

* Le premier, traditionnel, est celui se rapportant à la taille de l'exploitation. Il faut distinguer en effet ceux qui peuvent accumuler suffisamment pour devenir capitalistes (agraires ou non) de ceux qui ne le peuvent pas en raison de la faible taille de leur exploitation. Ce clivage apparaît d'autant plus actuellement que l'intégration au marché, la modernisation, la centralisation du crédit, etc., introduisent dans la couche inférieure une tendance à la perte de la maîtrise de leur exploitation. Plus le temps s'écoule, plus les décisions concernant la production agricole sont prises à l'extérieur de l'exploitation, et plus la différenciation entre ces deux couches se concrétise : les exploitants les plus petits voient leur état de travailleur prendre le pas sur leur état de capitaliste.

* Mais ces phénomènes d'intégration au marché, de modernisation, etc., qui se développent depuis la fin de la II^e guerre mondiale introduisent en fait un deuxième clivage, fondamental également, à l'intérieur même de la couche inférieure de l'agriculture familiale : l'intégration économique et sociale à la société capitaliste s'y fait de façon inégale, en particulier pour ce qui est de la modernisation ou du recours au crédit.

Très schématiquement, les petits exploitants sont dans l'impossibilité de se moderniser, contrairement à ceux qui peuvent avoir recours au crédit pour le faire. Il ne faut cependant pas considérer les agriculteurs moyens endettés comme favorisés, même si leur niveau de vie est généralement supérieur. Ils paient très cher leur modernisation : dépendance directe vis à vis des IAA (en particulier dans le cas d'intégration ou de quasi-intégration), possibilités et temps de travail accrus, etc... Au contraire, les plus petits exploitants, par le fait même qu'ils ne sont ni modernisés ni endettés, ou dans le cas des paysans-ouvriers, parce-qu'ils ont une autre source de revenus, gardent une certaine autonomie par rapport à l'économie capitaliste, et sont ainsi moins dépendants des crises de toutes sortes. Concrètement, lorsque les prix de vente s'effondrent, les exploitants modernisés endettés doivent continuer à rembourser leurs dettes alors que les exploitants traditionnels travaillent avec du matériel amorti. Lorsque les prix des engrais, des pesticides, du carburant, du matériel augmentent démesurément comme ces deux dernières années, les exploitants modernisés le ressentent beaucoup plus fortement que les exploitants traditionnels.

Ces deux lignes de clivages, relatives d'une part à la taille des exploitations, d'autre part à la modernisation, qui traversent l'agriculture familiale, sont floues : on passe insensiblement de la petite à la moyenne exploitation et de l'agriculture traditionnelle à la modernisée. Ce flou ne doit pas cacher le caractère objectif de ces clivages : au-delà de la personnalité et des convictions politiques de chaque agriculteur, c'est fondamentalement la situation économique et sociale de l'exploitation qui est déterminante.

3 - Un problème qui reste posé.

Jusqu'en 1950, l'analyse des classes dans l'agriculture reste relativement simple. On peut caractériser la petite paysannerie de petite bourgeoisie, relevant d'un mode de production précapitaliste, relativement marginalisée économiquement, socialement et politiquement, mais dominée par le capital et utilisée par lui comme base sociale et électorale. Opposée à cette petite paysannerie, la classe des gros agrariens. Toutes les couches intermédiaires ne sont alors qu'intermédiaires.

Depuis 1950, par contre, le clivage relatif à la modernisation-intégration à l'économie capitaliste se superpose à cette distinction. Manifestation de la pénétration du capital en agriculture, elle introduit une "prolétarianisation" de la masse des agriculteurs. Cette prolétarianisation qui s'effectue toujours de façon inégale et combinée modifie profondément les mécanismes socio-économiques de la sphère agricole, désormais largement intégrée par l'agro-alimentaire, et donc par la société capitaliste dans son ensemble. Au niveau politique, cela se traduit par exemple par la naissance et l'affirmation du courant paysan-travailleur, en particulier dans l'Ouest où le processus a été particulièrement rapide et profond.

Peut-on toujours parler des exploitations familiales modernisées endettées comme relevant d'un mode de production précapitaliste, alors qu'elles n'ont aucune autonomie, même partielle, par rapport à la société capitaliste, alors qu'elles subissent de plein fouet les crises de surproduction ? Si oui, dans quelle mesure ? A partir de quel moment doit-on considérer le processus de prolétarianisation comme achevé ? Et surtout, comment ce processus se différencie-t-il suivant les régions, et suivant les spéculations (donc suivant les poussées techniques) ? Autant de questions essentielles pour une intervention politique dans la paysannerie : il y a encore du pain sur la planche ...

L'ensenhament de las lengas de las minoritats etnicas

Set sègles de dominacion de la cultura borgesa francesa an pauc à pauc estofat l'espression del poble que s'esprimissia dins una lenga que la cultura oficiala sona "patois".

L'édit de Villers-Cotterêts, l'escola de Jules Ferry an fach de l'occitan, del Breton, e de tote mèna de lenga minoritari de parlars mespresats mai que foguesson lo biais d'espression del poble. Per capitar dins la societat, calia empletjar la lenga del poder economic e politic. E pr'aquo, l'occitan a contunhat d'existir dins lo mond del trabalh, de la terra, de l'usina. La lenga es dins la vida de cada jorn, al campestre, dins los cafes, sus la plaça... Facia al francès, lenga del poder economic e politic, l'occitan apparès coma lenga de las classas trabalhadoras, mai qu'aquellas classas n'en faguesson pas encara una prèsa de consciencia clara.

Mas l'institucion escolera e los Mass Media en far son obre d'uniformisacion per afortir la dominacion economica e politica d'una classa subre una dominacion ideologica.

A l'ora d'ara, la volontat de parlar occitan dèu estre compresa coma un fach revolucionari s'es ligada à una presa de consciencia de classa.

Aquela mesa al ponch teorica nos a semblada necessaria avant de prener en consideracion los problemas pratis pausats per l'ensenhament de l'occitan.

Primier cal dire qu'à l'ora d'uèi l'ensenhament de l'occitan es devengut una necessitat vitala per salvar la nostre lenga.

Dempuei qualques setzenas d'annadas se fai de mai en mai rare que la lenga occitana siague emplegada dins l'encastre de la familia. Los que contunhon d'emplegar l'occitan devon jogar lo role que la familia vol pos or pod pas assumir.

Critica de la lei Deixonne

Venguda d'una iniciativa del partit comunista, dins la pensada de Jaures, l'ensenhament de las lengas regionales es rexonegut coma necessaria per crear après la resistencia un mai fort sentiment national un voluntat de liberacion dins lo país : la diversitat regionala era en buta de devenir altra causa qu'un element reactionari.

Mas la lei se descobra vite : aquel ensenhament es fach per favorisar l'acquisition del francimand en premier cop e solament après l'espandiment de l'enfant. Lo trabalh en comission e lo rapport del deputat socialista Deixonne an fach d'aquela lei una bomba desamorçada.

L'ensenhament se presenta coma un luze dins nautra Democracia. La lenga regionala es sentida dins un biais passeista, copada de la realitat socio-economica. Al luoc d'emplegar la lenga regionala cada cop que ne podon tirar partit per son ensenhament, los mestres d'escola n'an pas qu'à recourer als parlars locals. La lei parla tota sola : " Nous avons voulu ces études facultatives et limitées parce que (...) elles ne constituent qu'un moyen d'action à vrai dire le plus important dont disposera le futur maître pour rendre accessible l'enseignement général qui constitue l'essentiel de sa mission ".

De qu'avem coma clausas praticas per aquel ensenhament ? Pas gaire. Tot es fach per donar solement quauquas miclhas : un ora cada setmana facultative dins l'encastre de las activitats dirigadas consacrada dins lo primari a l'acquisition de las nocions elementaris de l'escritura e de la lectura, de trocs caussits de la litteratura regionala. Degun n'a apres a parlar una lenga amb una ora de trabalh cada setmana.

Pér lo secundari se troba très oras per contunhar a aprener la lenga e en mai totjorn la litteratura, lo folklore (es aquel mot qu'empleg lo texte) e los ars popularis. Cal dire qu'al baccalaureat i a ben una esprova de lenga regionala, oc, mas los

1. ...

PUNHS en dessus de detz ne comptan que per la mention. La lei se refusa à donar als lengas de las minoritats etnicas lo drech d'estre lenga al meteis titre que l'inglès, l'alemand. E à costat d'aquo existis un fach que demanda una prèsa de consciencia de cada militant occitan : n'i a pas pron de professors per assegurar ces trèstoras. Cal estre realiste, es pas amb una lei onte l'ensenhament dins los liceus se fa en oras suplementaris non pagadas, onte los activitats se fan dins de condicions escandalosas que l'occitan tornora esser la lenga d'una communication de cada jorm e non pas un folklore gentilhon. Cal far d'aquel ensenhament un problèma politic.

Dins lo superior de que se passava dabans la lei : i avia possibilitat de far " un certificat de licence, le diplôme d'études supérieures et des thèses de doctorat en langue régionale".

La lei Deixonne a pas res cambiat. Aquo's a meteisse causa ara. Mas de que va arriivar, amb la reforma Soisson, amb los habilitations per los mestres e licencias.

En fin après aver donat a aquel ensenhament, de mejeans de risoris : confusion entre litteratura e " morceaux choisis ", temps limitat, e caractèr facultatiu, e carestia de professors, notam aici que per l'annada en cors, per l'ensem dels quaranta departaments concernits, lo nombre sera de 440 professors formats dins l'encastre d'estagis generaus de reciclatge e i aura pas d'estagis especiaus controlats per las organisations culturals occitanas e los sindicats. Vaqui las novelas disposicions del circular Haby.

Mai aquo nos mena a un altra question. De qué va se passar amb los felibres e tota mena de gents nomenats dins lei comissions academias regionalas per lo rector, es à dire totes los collaboraires dal govern.

Cal dire que totes los propositions fachas après aquela lei son demorados dins lo silenci, en causa de l'hostilitat del govern an aquel ensenhament : propositions refusadas en 61 par Michel Debré, en 63 per Valéry Giscard d'Estaing, en 64-65, los trabalhs d'una comission dirigeada per Haby demoran lettre morta. De qu'avèm ara un projet deposat per los socialistas (Le Pensec) e un altra per lo grope comunista (Chambaz).

l'oposicion del govern.

CERCLE OCCITAN
dels estudians
de Montpelhier

BIBLIOGRAFIA

- LA BUGADA : jornau occitan de Provença intériora
n° 19 - dels mes de Février-Marc 76.
 - LA NOUVELLE CRITIQUE : n° 88 - " Nations / Régions "
 - LUTTE OCCITANE : n° 19 , Mai 75.
 - LANGUE FRANCAISE : n° 25 - " L'enseignement des langues
régionales ".
 - ANNALES DE L'INSTITUT D'ETUDES OCCITANES
4 ° série - Tome II - n° 6 - 1972
" Orientations d'une recherche occitaniste ".
-

Les sévices du Comité Económico & Social Régional

Institué par la loi de 1972 qui a mis en place les Etablissements Publics Régionaux, le Comité Economique et Social Régional (C.E.S.) est l'assemblée regroupant les représentants des organismes socio-professionnels : Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres des Métiers, Chambres d'Agriculture, syndicats agricoles, syndicats ouvriers... A noter que dans le Languedoc-Roussillon, les représentants de la CGT et de la CFDT refusent de siéger, afin de protester contre la présence d'un délégué de la CFT. La FEN, qui avait refusé de siéger jusqu'ici, participe depuis cette année. On peut aussi souligner la présence d'"experts" : ainsi Cassabel et Couveinhes, députés UDR ayant perdu leurs sièges en 1973, sont membres de C.E.S.

Cette assemblée est consultative, et c'est le Conseil Régional, composé des élus de la région (députés, sénateurs) et de représentants des Conseils Généraux et des grandes agglomérations, qui possède la faculté de voter le budget régional. Le dit budget est bien modeste, de l'ordre de 32 millions de Francs pour 1976.

Un exemple d'unité des
diverses catégories
socio-professionnelles

**les positions sur la
question viticole...**

Au cours de sa séance de Janvier dernier, le C.E.S. a adopté un avis sur la question viticole. Dans la résolution adoptée, on n'incrimine pas le négoce, mais on dénonce les disparités monétaires, sources de tous les maux. Aussi les

seules solutions proposées sont-elles des mesures de caractère correctif, des prélèvements compensatoires.

Maffre de Baugé, celui-ci même qui parlait à l'automne dernier de passer dans la clandestinité, a pu affirmer sans sourciller que l'adversaire n'est pas le négoce local, satisfaisant ainsi pleinement les représentants des Chambres de Commerce. Et tous, dirigeants viticoles y compris, de dénoncer la violence !

L'absence des représentants de la CGT et de la CFDT empêche de voir dans ce voeu unanime une image de " l'union de toutes les catégories socio-professionnelles " de la région, sans exclusion. Mais ceci appartient à la même logique politique, et le représentant de la FEN a pu soutenir cette résolution qui ne contredisait aucunement la tactique des organisations ouvrières dans leur négociation en vue de l'accord du 5 Février.

*de Comité Economique et Social
au secours du patronat...*

... ou comment lutter contre le chômage des jeunes.

Le C.E.S., à l'initiative de son président Philippe Lamour, a trouvé une arme remède contre le chômage : la création d'un Fonds Régional pour l'Emploi, fonds qui devrait se voir attribuer 6 millions de Francs.

Pourquoi une telle sollicitude envers les chômeurs (60 000 dans notre région) ?, et surtout à l'égard des plus jeunes ? Un article de Lamour explique que " une partie importante de la jeunesse de notre pays commence sa vie active dans le desarroi et l'amertume ... se trouve rejetée en marge de la société, condamnée à l'oisiveté forcée ". Justification purement altruiste ? Que non pas, car l'article poursuit qu'il y a là ferment pour " la tentation d'une existence asociale "...

D'où la création du Fonds, qui serait destiné à rétribuer de jeunes chômeurs placés comme "stagiaires" dans des entreprises agricoles et industrielles. En quelque sorte, une main-d'oeuvre gratuite pour le patronat, au statut précaire, car les jeunes "chômeurs-stagiaires" ne seraient définitivement engagés que si " leur collaboration apparaît intéressante pour l'entreprise ".

Un article paru dans Midi Libre du 5/12/75 était encore plus clair, puisqu'il assignait comme objectif à un Fonds régional d'aide à l'industrie :

- le soutien des entreprises existantes ;
- l'aide aux nouvelles entreprises sous la forme de fourniture de tout ou partie du terrain, du matériel ...

Les chasseurs de primes ont de beaux jours devant eux.

Ce type de proposition, visant à faire subventionner toute embauche supplémentaire par le budget régional, a reçu un accueil d'approbation unanime. Ceci ne nous étonne guère de la part des patrons, ni des représentants de la CGC, CFT, CFTC ou FO. Mais nous avons été surpris par le silence approbateur du représentant de la FEN.

En conclusion, on peut dire que le C.E.S. et son président ont bien mérité du patronat local.

R. Lenoir.

... au delà de la préparation du **VII° plan** :

QUEL AVENIR POUR LA REGION
LANGUEDOC - ROUSSILLON ?

Le rapport d'Orientation générale pour le VII° plan, adopté par le Conseil Economique et Social dans le cadre de la phase d'élaboration du plan, n'inove guère en ce qui concerne les objectifs proposés régionalement pour la période 1976-80.

Le Rapport préconise " un developpement économique harmonieux du Languedoc-Roussillon " et ceci grâce à :

- "un rééquilibrage des structures socio-professionnelles par une politique vigoureuse d'industrialisation"
- et "la lutte contre le déséquilibre spacial entre l'Ousst et l'Est de la région, en privilégiant les équipements de structures dans l'Ousst de la région, et l'aménagement des zones de montagne et de l'arrière-pays".

La rénovation du vignoble demeure un objectif affirmé, ainsi que le maintien de la "qualité de la vie qui est une des données fondamentales de l'attrait du Languedoc-Roussillon". (!)

Ce sont là, et plus particulièrement pour l'industrialisation et la rénovation du vignoble, des objectifs déjà inscrits au VI° plan.

Un bilan succinct à la fin de 1975 nous permettra peut-être de mieux cerner cette "qualité de la vie" présentée comme caractéristique de la région.

La population globale de la région a crû de 4,8% entre 1968 et 1975, ceci surtout, et encore, grâce à un bilan migratoire positif. Mais l'Aude, la Lozère, les arrondissements d'Alès (Gard), de Lodève et Beziers (Herault) voient leur population diminuer. Ainsi se trouve dessinée la carte des lieux qui n'ont guère semblé compenser l'absence d'emplois par la soi-disant "qualité de la vie". C'est l'axe Sète-Vallée du Rhône qui concentre principalement l'augmentation démographique de la région.

La population globale est estimée à 1 790 000 habitants ; la population active reste d'un taux faible : 34% (France 41%)

Les femmes ne sont que 30% des actifs (France :35%). Les salaires industriels de la région sont en moyenne de 20 à 22% inférieurs aux salaires moyens de la France ; les salaires féminins sont environ 30 % plus faibles que ceux des hommes.

Parmi les actifs, les agriculteurs ne représentent plus que 15% ; leur régression est constante. Les emplois de l'industrie stagnent (29% d'emplois pour le secteur secondaire), et même diminuent. Les chutes sont importantes pour les mines, la métallurgie. Bâtiments et Travaux Publics constituent encore 40% des salariés de ce secteur. 55% des actifs appartiennent au commerce, aux services aux administrations...

Fin 1975, la région comptait 43 000 chômeurs officiels, soit en réalité 60 000. Plus de la moitié ont moins de 25 ans ; plus de 50 % ne reçoivent aucune aide ni allocation.

C'est donc cette situation que prétendent modifier les objectifs régionaux assignés au VII^e Plan qui doit, selon les propos du rapporteur au Conseil Régional, lutter " contre le sous-développement régional ".

Et en premier lieu, ce sont 50 000 emplois selon le rapport, 130 000 selon le Conseil Régional, qui doivent être créés d'ici 1980. C'est à dire entre 10 000 et 25 000 emplois supplémentaires par an.

Ceux-ci ne seront pas procurés par l'agriculture, puisque l'exode rural va se poursuivre, et le nombre d'actifs diminuer, au mieux, de 2000 par an. La prévision est de 90 000 actifs agricoles pour 1980. Mais aucune réponse concrète n'est envisagée à un problème qui risque de s'avérer crucial : le remplacement des agriculteurs trop âgés. La moyenne d'âge est en effet très souvent supérieure à 50 ans, et nombre d'exploitants n'ont aucun successeur possible, les enfants ayant quitté l'exploitation, et les jeunes ayant abandonné les villages. Aussi le chiffre prévu de 90 000 risque-t-il d'être sur-évalué, et la régression d'être accélérée.

D'autant plus que la crise viticole actuelle vise à la concentration, à la mise sur pied d'une trentaine de groupements de producteurs, d'un potentiel de 400 000 hl. Les exploitations qui demeureraient en dehors connaîtraient une liquidation plus ou moins rapide, au gré des intérêts du négoce. Les fruits et les légumes ne peuvent guère constituer des cultures de substitution,

car leur avenir semble bien menacé par la concurrence des pays méditerranéens, de plus en plus fournisseurs de la C.E.E. (marché commun). Réclamer des industries agro-alimentaires, c'est ignorer les volontés des trusts. Ainsi, si l'usine de Lenzbourg quitte la région, ceci obéit à une politique de restructuration de la firme, aucun voeu platonique ne l'en dissuadera.

Il faut industrialiser, affirme-t-on. L'issue du VI^o plan n'incite guère à prendre ceci pour argent comptant.

- 60 000 salariés sont employés par les Bâtiments - Travaux Publics. Mais qu'advient-il d'eux une fois terminés l'équipement autoroutier, ou la construction des stations touristiques du littoral ? Croit-on pouvoir maintenir, dans le système actuel, le même niveau d'emplois ?

- Chalabre et la chaussure sont en crise. A quand le tour de Limoux ? La région d'Alès et de la Grand-Combe n'offrira plus que 2000 emplois aux Houillères en 1977, et la fermeture totale est proche. L'usine des Câbles de Lyon et ses 1500 emplois tarde à venir. Les emplois textiles du Gard sont bien menacés...

Alors ? Quelle zone et quelle industrie procureront les 20000 emplois indispensables pour ne pas accroître l'état de moindre développement de la région ? L'accent est officiellement mis sur l'industrie pharmaceutique, et l'électronique. Croit-on que ce soit suffisant ? Et qu'advient-il du prétendu essor de Montpellier si IBM décidait de quitter cette ville ?

Le rapport est totalement muet sur des questions d'importance, tels le temps de travail, les salaires... Par contre il stipule que la formation professionnelle doit tendre à " mieux adapter la demande d'emplois aux besoins évolutifs des entreprises ", une " culture technique polyvalente " devant permettre l'adaptation nécessaire.

La solution présentée est en fait une politique d'aide au coup pour coup aux entreprises, alliée au désir d'avoir une main-d'oeuvre plus mobile. Un frein à l'industrialisation est curieusement noté : il s'agit d'un " obstacle sociologique, particulièrement fort dans une région aux traditions latines prononcées " !

Et en ce qui concerne le secteur dit tertiaire, le Rapport

insiste sur le développement du " tertiaire supérieur " (informatique, recherche scientifique...). Mais croit-on sincèrement qu'il permettra de fournir les emplois nécessaires ? On n'ose le prétendre, aussi insiste-t-on sur l'essor des métiers " du commerce " (manutentionnaires...) et des emplois liés au tourisme, sur le littoral ou en montagne. En montagne, le tourisme nécessite le maintien d'une " population minimum pour l'accueil, l'entretien et l'exploitation des éléments du tourisme "; mais le processus de désertification des zones de montagne n'en sera pas interrompu pour autant.

Ce très rapide examen des objectifs préconisés permet d'avancer, sans risque d'erreur, que la situation de moindre développement du Languedoc ne peut que se maintenir, voire s'accroître. Diverses prévisions font état d'un chômage permanent en France supérieur au million dans les années à venir. Gageons que notre région continuera à détenir le ruban bleu.

Les saupoudrages éventuels, tels les contrats de pays, n'y changeront rien. De plus, arme directement politique, ils n'intéresseront en règle générale que des zones choisies par le Ministre de l'Intérieur. Observons au passage que la nécessité ressentie actuellement d'instaurer ce type de contrat, alors qu'existe un organisme, la DATAR, dont le but était de rééquilibrer l'inégal développement des régions de la France, entérine en fait le complet échec (prévisible) de cette politique.

Un tel examen ne peut que souligner l'inéluctable nécessité d'une planification, directement contrôlée par les travailleurs, voie permettant de corriger l'état de moindre développement du Languedoc. Toute autre solution que le socialisme, et en tout premier lieu le maintien de l'actuel système socio-économique, ne peut que renforcer la région dans son état actuel.

J.F. GARIDOU

le 10/3/76.

Nous avons reçu de nombreuses lettres depuis la parution du n° 0, toutes chaleureuses et encourageantes. Nous donnons ici des extraits de 3 d'entre elles. Faute de place (nous ne pouvons dépasser 45-50 pages), nous ne pouvons répondre sur tous les problèmes qu'elles soulèvent. Mais ces extraits témoignent des liens nouveaux qui se tissent rapidement autour des Cahiers, au-delà des divergences politiques et des polémiques fraternelles.

Lucette D. , Valras -plage - 34 :

" Je viens de quitter le Parti Communiste traditionnel dont je n'étais que simple militante, car je ne suis qu'une mère de famille et une femme d'ouvrier, car je ne suis pas d'accord sur l'abandon de la dictature du prolétaire ; je pense que c'est une concession faite à la bourgeoisie (...) J'aimerais savoir votre point de vue sur la crise de la région Languedoc-Roussillon, et particulièrement sur le département de l'Hérault (...) Quelles solutions proposeriez-vous, la situation n'étant pas brillante (...) J'aimerais que vous ne me fassiez pas un cours de marxisme, mais que vous me donniez aux problèmes concrets économiques des réponses aussi concrètes si cela vous est possible. "

Il a été répondu individuellement à cette lettre.

«**Le légume humain,**» Revue de contre-information diffusée dans l'Isère, les Alpes de Haute-Provence, la Drôme, les Hautes-Alpes et la Savoie. (C/O Vial-Jaime - Quartier de Parassas - 05000 GAP)

" Enfin un antimythe dans votre genre manquait beaucoup à la Presse s'occupant des problèmes occitans. Vos études sont des plus intéressantes. (...) Au fait pourquoi n'imprimez-vous

pas sur les deux faces (recto-verso), c'est un gaspillage de papier et surtout d'argent. De surcroît avec votre offset de bureau c'est possible. Alors ? "

C.O.R.: Les améliorations techniques sont à l'étude, tant pour alléger les charges de confection que pour réduire les coûts. Les essais que nous avons fait d'impression recto-verso n'étaient pas concluants, ni du point de vue des économies réalisées, ni de la lisibilité de la revue.

F.E. , cantaire occitan de Muret (31)

" Votre initiative apporte un souffle vraiment révolutionnaire au mouvement occitaniste. Encore faut-il que vous vous sentiez vraiment occitans, profondément méditerranéens, métèques, et surtout, par notre position géographique et notre idéologie, vraiment INTERNATIONALISTES. J'ai sous les yeux le n° 2 des Cahiers, et je trouve que par moments vous exagérez vachement. Exemple : le fait de n'avoir rien trouvé d'autre à dire sur le congrès de L. Oc. à Sète que le rapport sur l'enseignement de l'occitan. Il s'est parlé de beaucoup d'autres choses au Congrès de Sète, et je regrette que vous n'en fassiez pas mention. Il est possible de travailler avec L. Oc. qui est quand même la plus valable des organisations politiques oc actuellement (...) Vous avez voulu faire quoi en relatant cette motion sur l'enseignement, motion jugée ironiquement par vous de " problème très actuel " ? Vous ne croyez pas vous tromper d'adversaire ? Vous êtes vous jamais demandé où en serait le mouvement politique occitan sans L. Oc. ? Il faut travailler avec Lutte Ocitane et ainsi les faire évoluer.(...).

VVAP ne vous semble-t-il pas plus important à combattre que L. Oc. ? Vous ne dites rien du populisme et du nationalisme de VVAP (1). LISEZ leurs tracts et leur presse ; où est-il question de classe ouvrière, d'internationalisme, de lutte des classes, où est-il question de remettre en cause le réformisme des partis de la gauche traditionnelle et hexagonale ? Où est-il question de

.../...

(1)- NDLR : VVAP = " Volem viure Al País ".

prise du pouvoir violente par le prolétariat ? VVAP est plus qu'ambigu sur le problème du nucléaire (voir l'uranium du Limousin et la position de la direction de VVAP, voir la position de VVAP par rapport au problème palestinien et à l'Etat sioniste, on peut citer encore bien d'autres choses à propos de ce mouvement composite et nationalo-spontanéo-"révolutionnaire" !). Je sais de quoi je parle puisque j'étais jusqu'à l'année dernière secrétaire du comité VVAP de Toulouse - aujourd'hui inexistant. (...)

Je pense que votre initiative doit être répercutée au niveau de tout le mouvement révolutionnaire d'extrême-gauche hexagonal, par la presse de ce mouvement, par des meetings ..., pour bien montrer que la libération et la révolution communiste elle se fait pas sans les nationalités opprimées ou même contre elles (ex. : peuple saharoui). A quand la création de la LCR-Occitanie (comme le PSU a fait le PSU-Corse ?). "

C.O.R. : D'abord il y a de toute évidence un spectaculaire malentendu. En donnant in extenso la résolution de L. Oc. sur le problèmes des langues (que nous considérons comme très actuel) nous n'avons pas pensé pratiquer l'ironie, pas plus que nous n'avons mentionné la tenue du Congrès de Sète comme celui d'adversaires. A relire l'information du n° 1, nous ne comprenons toujours pas qu'on ait pu se méprendre sur le sens de nos propos. Il est vrai que nous ne nous sommes pas étendus sur les débats politiques du Congrès. Indiquons d'abord que nous n'avons pu participer qu'à une petite partie des discussions, la plupart se tenant à huis clos. Il nous a donc semblé difficile de présenter la politique de L. Oc. à travers ce que nous avons entendu à ce congrès. (et en même temps nos divergences et nos critiques). Mais nous reviendrons sur ces questions de fond dans les prochains mois, tant dans les Cahiers que, espérons-nous dans des débats publics avec L. Oc.

Quant à combattre Lutte Oc ou VVAP, cela n'est pas notre intention ni notre préoccupation majeure. Nous espérons au contraire avoir des rapports de plus en plus fréquents avec tout le courant occitaniste qui se réfère au mouvement ouvrier. Rien d'étonnant que des fractions de celui-ci se reconnaissent dans le réformisme du PC et du PS et que d'autres expriment des aspirations révolutionnaires. Au delà des divergences très profondes, nous chercherons à construire un front de toutes les organisations occitanes en rapport avec le mouvement ouvrier, contre l'Etat bourgeois et sa politique dans la région. Nous ne cherchons pas à débaucher des militants à L. Oc. ou VVAP. Nous visons plus simplement à réconcilier la réflexion politico-culturelle occitane avec l'action politique révolutionnaire. C'est donc un échange dans les deux sens que nous souhaitons : entre le mouvement occitan tel qu'il est et le mouvement révolutionnaire. Si cet échange est fructueux et durable, sans doute les deux se seront positivement transformés et enrichis.

On trouvera ici les plus récentes parutions des écrits et des chants en oc. La liste ne prétend pas être exhaustive ni non plus sélective. Bien des oublis sont involontaires. Nous tâcherons de les réparer dans nos prochains numéros où nous entretiendrons régulièrement cette rubrique. Qu'on nous écrive donc pour alimenter l'information sur ce front si important et si vivant aujourd'hui en occitanie.

DISCS

=====
LOS DE NADAU : Aquo's une equipa. De Los de Nadau s'en parla pas. Los cal véser, los cal ausir, cal èsser amb eles. Cada serada que fan es una festa. Aprèp la partida spectacle ont cantau sas cançons fan dançar lo moundo amb l'accordéon et la gutarra, tota la nuèit se cal.

An pas commençat per un 45 tours d'ensag, coma se fa de costuma. Presentau de levada un 33 tours grand, editat en collaboraciou per Ventadorn et la seccion bearnesa de l'I.E.O. Cada cançon es una pèça a dispart, un ensemble remirablement trabalhat et acabat, que te fa rire de bon cor, te pren a las tripas o te daïssa somair; un rire, un crit, una emocion... De l'interrogaciou: Qui m'a tuat mon vilatge ? ola cançon d'esper dins la lucha "escota plan, n'ei pas trop tard" a l'eslogan: Aspa vou viver o a aquel ponhent omenatge al cantaire chilien Victor JARA, en passant per la visiou truffandière d'une França que va en restrenhissent dins la pagèra per l'evocacion dels Bohémis qu'arriban dins lo vilatjot per la concon d'amor amb Obris la porta o Anon d'aimar e per la reconquista d'una lengua dins Monsur lo regent.

Los de Nadau an bastit una cançon a partit de reprovèrbi bearnès que ditz: "Lo s'avi sabut n'ei pas a vener" e es pas un azard. Co que compta per eles es de viure ara e aqui, de dénonciar las injusticias de luchar per la combatre, mas de viure dins la joia. Cà que nos mostran es un art de viure que ~~semblan plar~~ ^{semblan plar} èsser prigondament occitan.

MANS DE BREISH : VOLEM VIURE AL PAIS (Ventadorn). Fasias quelques lunas que lo Mans de Breish nos fasia esperar quicom d'el. E aquela tardença era plan de planher. Mans de Breish a totas las qualitats que cal per far un bon cantaire popular: unes textes clars, plan causits et variats, de melodias simples e agradivas, una votz polida e justa la presencia ~~xx~~ flegmatica e umbla de l'enfant del poble que ven pas per devant el per ~~xxx~~ jogas los artistas mas pus leu per li far lo resson. Lo filh del orts de la Prada de Carcassona se vol simplament "amplificator", porta-votz dels espers et desespers que son los de sa terra. Lo titol de son 33 ~~torns~~ es un eslogan que ramova plan de mond, totes los despatriats occitans e mai los autres: "Volem viure al pais". I a un esper d'un lendeman florit ont sortirem de jol betum, ont, coma Los maçons bastirem un ostal polit e ont, coma los caronniers de laSala, cantarem l'Internacionala.

I a encara un mollon de disc a escotar:

JOAN VERDIER: Faits divers. J. Verdier as fact una adaptation d'unas dels caps d'obra de Léo Ferre "Ni Dieu, Ni Maitre".

Lo grop agenis; PERLINPINPIN FOLK as fait pareïsser dins l'an dos 33 torns, ço que mostra la granda activitat que mena dempuei dos ans. Bal Folk se presenta coma una mostra de danças d'occitania e d'endacom mai, qu'unas fuelhas m'explïcan los passes e l'origina amb lasparaulas

que i eran cobladas.

Lo darnier disc de MARIA ROUANET es paregut: Sus titol "Contra corrent la tocha nada". Matia es pas una novela venguda a la cançon d'oc e es pas beson de la presentar.

"DISAI, ieu dejos la glac, l'aiga camina
Lo blat espera e la saba dormis
Disai ieu, dejos la neu la grana greilha
L'erba s'aspresta, la terra pren va van
Di, ieu, contra corrent la trocha nada
Danta paissieras, cascadas, torrents
Disi, ieu, que lo saumon de la mar granda
Per l'amor monta al lac onte nasquet"

"Disi" dins lo darnier disc de Maria ROUANET (Cercle Occitan de BEZIERS
34, Avenue Gambetta).

LIBRES

=====

=Joan BODOU repansa ara dins lo cimiteri de Crespin, lo vilatge roergat que l'avia vist naisser i a 54 ans. Mas "Sur la mar las galeras" es pas una obra postuma. L'autor avia preparada la publicacion de son vivent. La primieira tieria des non val l'electrochoc, publicada per 4 Vertat en 1972 era agotada despuei de temps. La mitat dels poemas que compren, Oc Oc o viure los avian ça que la balhats de per a ban en 1962 e 65.

Força son estats popularizats pel cantaires nostres MARTI, Josiana

VICENZUTTO...e mai que mai MANS DE BREISH.

Dins l'autra libra, La Talvera, se troba tot ço pus recent. En l'agua d'unas que i a d'aquelas peças, aviam figurat dins un n° d'obradors (1970) jos la designacoin: Poemas d'Argier.

= Per pareisser a co de vent terral energas 8I 350 Valderies: la traduccion occitana del "Manifest del partit comunista" seguits del texte de ENGELS sus "la nacionalitat de la França del Sud" e d'un texto official de la Republica Democratica de Vietnam qu'utilisa las declaracions de Mistral sus la lenga nationale. Lo pretz de soscripcion es de 12 F.

=On a reçu aussi:

VIURE A L'ESCOLA: revue éditée par le groupe départemental audois de "L'Ecole Moderne". La revue, née en mars 75, en est au n° 7. Son N° 6 contient de très utiles aeticles sur le carnaval de LIMOUX.

A. DENAT, Ecole Publique. Villegailhens II600 CONQUES.

CINOC N° 4. Théâtre, animations, musiques, cinéma. Une revue très dense, fort bien faite et interessante à plus d'un titre. Elle coute 7 frs et parait chaque trimestre.

Daniel BEGARD, Bât I2, Le Parc du Belvedere, Rue Marius Carriou, Montpellier

LUTTE OCCITANE n° 23 avec plusieurs textes sur le congrés de SETE. 2,50 frs

Cahiers Occitanie Rouge

ATTENTION - NOUVELLE ADRESSE :

34, Rue de l'Université
34000 - MONTPELLIER
Tél. : 72.95.37

abonnements : 1 an (7 numéros) : 30 Fr

NOM : Prénom :
RUE :; n° : CODE POSTAL : ...
VILLE :

Abonnement à partir du n°

Veuillez régler votre abonnement par chèque (bancaire ou CCP) à l'ordre de Denis SAUZE uniquement.

au sommaire du n° 4 :

" TOURISME & UTILISATION DE L'ESPACE "

- La politique de l'Etat dans l'aménagement du littoral
 - Les pratiques touristiques selon les normes bourgeoises
 - L'aventure de Naussac
 - Musées et nature : le parc des Cévennes
 - MIDI LIBRE : les services d'un monopole de Presse dans la consommation touristique
 - L'actualité culturelle occitane derrière les festivals d'été.
-

Les "Cahiers Occitanie Rouge " peuvent être expédiés en nombre (par paquet de 10 et plus) directement et rapidement à partir de Montpellier (et à compter de ce n° 3). Téléphoner ou écrire à la Librairie La Brèche, 34 rue de l'Université. 34000. Montpellier. 72.95.37.

pour toute collaboration :

écrire à : J.F. GARIDOU,
6, rue Levat
34000 - Montpellier.

Directeur de publication : Paul ALLIES

3 dates

le MERCREDI 21 avril :

ouverture de la librairie

la brèche

une librairie différente, une librairie critique

RAYONS marxisme, mouvement ouvrier, paysannerie, politique, économie, trois continents, femmes, anthropologie, minorités, vie quotidienne, écologie, pédagogie

34, rue de l'Université - montpellier

Expéditions en nombre dans toute la région ... et plus loin encore.

le MARDI 20 avril : parution de

« PAYS D'OC, UNE VITICULTURE QUI VEUT VIVRE »

- Fédération Languedoc-Roussillon de la L.C.R. -

Editions la brèche - montpellier - 5 Fr.

Commander à la Librairie La Brèche.
Livraison directe dans toutes les villes.

et depuis le 15 MARS

ROUGE est quotidien

1 f 50

dans tous les kiosques

UN JOURNAL PARTISAN
UNE TRIBUNE DE DEBATS
UN OUTIL POUR LES LUTTES